Stratégies d'atténuation des risques et transferts monétaires conditionnels, au Nicaragua

Researchers:

Karen Macours

Patrick Premand

Renos Vakis

Sector(s): Agriculture, Marché du Travail, Protection Sociale

Location: Nicaragua

Sample: 4 021 ménages pauvres, dans 6 communes

Target group: Farmers Rural population

Outcome of interest: Earnings and income Self-employment Consumption smoothing

Intervention type: Cash transfers Training Scholarships Conditional cash transfers

AEA RCT registration number: AEARCTR-0001794

Research Papers: Transfers, Diversification and Household Risk Strategies: Can Productive Safet...

Partner organization(s): Bank Netherlands Partnership Program (BNPP), BASIS Research Program on Poverty, Inequality and Development, Centro de Investigación de Estudios Rurales y Urbanos de Nicaragua (CIERUNIC), Government of Nicaragua, Ministry of Family, Spanish Impact Evaluation Fund, United States Agency for International Development (USAID), World Bank

Policy issue

Les ménages pauvres des zones rurales sont en général très exposés aux risques, tels que mauvaises récoltes, catastrophes naturelles ou maladies. Souvent, ils n'ont qu'une capacité limitée à prévenir ou à agir contre ces aléas, ce qui peut entraîner des baisses importantes de leur consommation. Le changement climatique, qui s'accompagne de modifications et d'une plus grande variabilité du climat, menace d'accroître encore davantage l'exposition des ménages à ces risques.

Une façon de réduire l'impact de ces divers chocs consiste à développer des activités variées : ainsi, lorsque la production agricole est faible, d'autres activités leur permettent d'assurer leur subsistance. Cependant, nombreux sont les agriculteurs qui vivent en grande partie voire exclusivement de leurs récoltes, et qui ne disposent pas des compétences ou du matériel nécessaire pour se lancer dans d'autres activités rémunératrices ; ceux-ci sont alors très vulnérables aux conditions météorologiques extrêmes. Est-il possible d'encourager les ménages à diversifier leurs sources de revenus en leur fournissant des formations professionnelles ou un capital ?

Context of the evaluation

Cette évaluation a été conduite dans six communes du Nord-Ouest du Nicaragua, région dont la population dépend largement des revenus tirés de leur propre exploitation. Ces dernières années, la température a augmenté, les précipitations sont devenues

très irrégulières et la fenêtre temporelle correspondant à deux cycles de récoltes par an a diminué. Les ménages sont conscients du fait que l'activité agricole est périlleuse : 77 % d'entre eux affirment qu'elle est plus risquée que les activités non agricoles. Cependant, dans les zones constituant le groupe témoin de cette évaluation, seuls 38 % des ménages exerçaient une ou plusieurs activités rémunérées non agricoles.

L'État du Nicaragua a lancé un programme de transferts monétaires conditionnels (TMC) qui prévoit l'octroi d'une allocation aux familles, sous condition que celles-ci envoient leurs enfants à l'école et leur fassent passer des bilans de santé. Des évaluations antérieures ont montré que les familles bénéficiaires de ces allocations en investissent une partie pour augmenter leurs revenus non agricoles. Cependant, lors de l'enquête initiale réalisée auprès de cet échantillon, les chercheurs ont constaté un très faible niveau de diversification des activités non agricoles.

A man uses money.

Photo Credit: Oni Abimbola, Shutterstock.com

Details of the intervention

Les chercheurs ont testé l'effet d'un programme d'allocations conditionnelles classique, ainsi que celui de deux interventions complémentaires ayant pour objectif de lutter contre la vulnérabilité des ménages face aux aléas du climat. Les villages ont été répartis en plusieurs groupes. Au sein de chaque groupe, un village a été sélectionné aléatoirement pour bénéficier du programme, tandis qu'un autre a été assigné aléatoirement au groupe témoin. Dans les villages du groupe test, les ménages ont été assignés aléatoirement à l'un des trois groupes suivants :

1. Allocations conditionnelles classiques : tous les ménages recevaient une allocation de 115 euros, qu'ils aient des enfants ou non. Les ménages ayant des enfants de 7 à 15 ans inscrits et allant à l'école, percevaient 70 euros supplémentaires, plus 20 euros par enfant.

2. Allocations conditionnelles et formation professionnelle : en plus de l'allocation, les ménages de ce groupe bénéficiaient d'une bourse permettant à un adulte de la famille de suivre une formation professionnelle dispensée par les autorités locales. Ces formations avaient pour objectif de développer des compétences nouvelles leur permettant de diversifier leurs revenus.

3. Allocations conditionnelles et subvention à la production : en plus de l'allocation, les ménages de ce groupe recevaient une bourse de 160 euros, destinée à financer des investissements productifs. Il s'agissait de les encourager à créer une petite entreprise non agricole, afin de diversifier leurs sources de revenus. Pour obtenir cette subvention, les ménages devaient établir un projet d'entreprise préalablement approuvé.

Une première collecte de données a été effectuée en 2005, puis des enquêtes complémentaires ont eu lieu en 2006 et en 2008. Elles portaient principalement sur le taux de participation à ces programmes, les revenus, la consommation et le bien-être des ménages.

Results and policy lessons

Impact de l'allocation conditionnelle classique : proposée seule, l'allocation classique ne semble pas avoir entraîné, deux ans après la fin de l'intervention, une augmentation importante de la consommation des ménages. Cela indique que les différences observées auprès des deux autres groupes test sont dues aux interventions complémentaires, et non à cette allocation.

Impact de la formation professionnelle : lorsque les conditions météorologiques ont été conformes aux normales saisonnières, ce groupe n'a pas augmenté sa consommation de façon significative. En revanche, en cas de chocs climatiques, les ménages se sont révélés protégés de l'impact négatif de sécheresse sur leur consommation, ainsi que sur leurs revenus.

Impact de la subvention à la production : lorsque les conditions météorologiques ont été conformes aux normales saisonnières, la consommation de ces ménages a été de 8 % plus élevée que celle des ménages du groupe témoin. Cet effet était encore plus important lorsque l'intensité de la sécheresse augmentait. La subvention à la production semble en fait assurer une protection totale contre l'influence négative de la sécheresse sur la consommation.

Des résultats très similaires ont été trouvés en ce qui concerne les revenus des ménages : ceux-ci ont été plus élevés et moins variables que ceux des ménages du groupe témoin. Les ménages de ce groupe test ont une probabilité supérieure de 13 points de pourcentage de se lancer dans une activité non agricole indépendante, et ont également plus de chances de retirer un bénéfice supérieur de leur activité non agricole, que les ménages du groupe témoin.

Macours, Karen, Patrick Premand, and Renos Vakis. "Transfers, Diversification and Household Risk Strategies: Experimental Evidence with Lessons for Climate Change Adaptation." Working Paper, Paris School of Economics, July 2012.